

Questions parlementaires

23 Avril 2020

Réponse aux questions en plénière sur Sommet européen

Le prononcé fait foi.

Monsieur le président,

Mesdames et messieurs les députés,

Je tenais avant tout à vous remercier pour votre flexibilité. Je dois en effet assister au Sommet européen cet après-midi à 15 heures. Merci pour votre flexibilité donc, avant toute chose.

Le Sommet d'aujourd'hui portera bien entendu sur la crise actuelle et nous aborderons certainement l'approche de la crise sur les plans financier et économique.

Le 9 avril, l'Eurogroupe est parvenu à un accord formel quant aux mesures à prendre, donnant ainsi impulsion à une stratégie triple de l'UE qui devrait permettre de sortir de la crise : pour les entreprises, pour les travailleurs salariés et indépendants et pour les budgets nationaux. C'est ce que j'ai déjà expliqué la semaine passée.

Cet accord sera proposé effectivement au Conseil européen de ce jour pour être confirmé.

L'autre aspect de la discussion portera sur la stratégie de relance économique, comme je vous l'ai dit. Dans ce cadre, en exécution du mandat qui leur a été donné lors du Conseil précédent, le Président du Conseil européen et la Présidente de la Commission nous ont adressé une roadmap qui se fonde sur les principes d'unité, de solidarité et de convergence qui sont des principes chers à l'Union européenne. Et cette feuille de route constitue effectivement un cadre pour mettre en débat et un plan d'action autour de 4 grands thèmes puisque je vous l'ai dit il n'y aura pas de décision formelle qui seront prises aujourd'hui.

Le premier point porte sur le marché intérieur. La crise sanitaire a on le sait également un impact économique grave. Et donc il est essentiel que nous pensions à relancer l'économie européenne. Et ça doit effectivement passer entre autre par le Green Deal et par l'agenda digital. Et la Commission européenne va devoir nous présenter un programme plus détaillé dans ce sens.

Et je vous l'ai dit, je le répète la Belgique pense effectivement que le Green Deal et l'Agenda Digital

doivent être considérés comme des opportunités à développer notre modèle économique plutôt que comme un frein.

Le deuxième point est le plus délicat. Il s'agit tout bonnement de mobiliser suffisamment d'investissements pour soutenir l'économie européenne en ces temps difficiles. L'on propose de travailler simultanément à deux piliers : le prochain CFP et la création d'un « recovery fund ». Les modalités concrètes font déjà l'objet de discussions animées.

La présidente de la Commission doit rapidement avancer des propositions plus concrètes et le président du Conseil devra quant à lui naturellement formuler des propositions de compromis. C'est le débat qui concerne la répartition réciproque des dettes qui soulève particulièrement des controverses. Un autre point non négligeable est l'équilibre entre l'affectation des subsides et/ou des prêts. Bien entendu, ils n'auront pas les mêmes répercussions sur le budget.

En l'absence de proposition élaborée, la Belgique ne prend pas encore position s'agissant de la répartition entre les prêts et les dettes. Quoiqu'il en soit, nous devons également veiller à l'impact budgétaire éventuel de la proposition, comme je viens de le dire.

La Belgique soutient par ailleurs l'intégration d'un recovery fund au sein de ce MFF qui doit être réorienté bien sûr pour cause de la crise. Le MFF qui nous a été présenté avant la crise Et nous attendons encore les propositions concrètes pour pouvoir évaluer l'efficacité et nous prononcer définitivement. Je vous rappelle qu'il s'agit ici encore d'un débat informel, nous ne sommes pas encore au stade de la décision.

En tout cas, on gardera un œil critique sur la relation entre d'une part les efforts supplémentaires que l'on va demander aux états-membres en termes de contribution, et d'autre part la situation économique et budgétaire de ces mêmes Etats membres et évidemment la manière dont on va demander ou on va proposer d'appliquer les règles européennes qui sont aujourd'hui obligatoires en matière de discipline budgétaire. On pense quand même qu'une application trop stricte de ces règles, une non-remise en question de ces règles, ne serait pas en adéquation avec les challenges auquel nous devons faire face.

Question sur la mutualisation des dettes, très importante, vous le savez la Belgique est ouverte sur le concept. Mais on sait que un les esprits ne sont pas mûrs. On sait aussi que c'est une mise en œuvre qui requiert beaucoup de temps. Juste la mise en œuvre, l'opérationnalisation. Donc ça ne peut pas être la première réponse à toutes les difficultés. La première réponse elle est dans cette stratégie en trois points que j'ai développé la semaine dernière. Et évidemment avec un point d'achoppement, une pierre d'achoppement qui est fondamentale c'est que cette mutualisation de la dette elle doit permettre d'aider mais elle ne doit pas permettre de créer de l'endettement excessif et de créer en fait à moyen terme une situation encore plus difficile au niveau financier européen que ce n'est le cas aujourd'hui.

Et je voudrais quand même rappeler que la solidarité entre EM, elle est toujours, toujours synonyme d'une amélioration pour tous. Et je vois bien que dans cette assemblée encore mais pas seulement dans cette assemblée, certains essaient encore d'opposer, de monter les uns contre les autres. J'entends le sud contre le nord, les francophones contre les néerlandophones. Des pans entiers de la société que l'on monterait les uns contre les autres pour faire son point au niveau politique. Moi je dis que ce n'est pas digne de l'ampleur de la crise. Ce n'est pas digne de cette crise profonde. Et je vous dirais, nous ne nous laisserons pas distraire par ce type d'interventions. Parce que nous continuerons à allier nos forces, au sud, au nord, les francophones, les néerlandophones, les germanophones pour trouver des solutions au bénéfice de tous et même au bénéfice de ceux qui essaient de nous diviser.

En ce qui concerne le troisième point de l'action extérieure de l'Union européenne, vous savez que on va aussi discuter aujourd'hui de tout ce qui est partnership avec l'Afrique.

La multilatéralisme fait partie intrinsèque de l'ADN diplomatique de la Belgique. Le soutien au renforcement de la concertation multilatérale est dès lors évident. Pour ce qui est de l'Afrique, nous aimerions examiner concrètement les propositions de la Commission.

Le quatrième point concerne la gestion et la résilience. Nous devons tirer les enseignements de cette crise et nous atteler à une plus grande autonomie stratégique, sans toutefois tomber dans le protectionnisme.

À cet égard, les difficultés rencontrées en matière d'approvisionnement de masques et d'équipement médical sont éloquentes. Nous devons également améliorer la prévention et la gestion de crise dans le cadre européen, ainsi qu'augmenter notre réactivité. Pour ce faire, il est indispensable de réaffirmer les valeurs européennes.

C'est vrai que dans cette situation-ci on doit pouvoir démontrer que les états démocratiques, dans le plein respect des valeurs fondamentales, sont capables de relever les défis de ces crises.

Et on l'a vu, cette crise a mis aussi en lumière les faiblesses du fonctionnement des institutions européennes, notamment en ce qui concerne la capacité d'acheter pour les pays membres. On a vu que là il y avait de grosses difficultés. Beaucoup de rigidités. Des rigidités qui nous empêchaient d'avancer plus avant.

On a aussi vu qu'il y avait des réflexes égoïstes au sein de l'UE. Et ça évidemment ça ne correspond pas du tout aux valeurs que nous défendons. Ça ne correspond pas du tout à ce pourquoi nous nous sommes engagés dans cette belle aventure qu'est l'Europe.

Alors, on demandera à la Commission européenne de nous faire une proposition pour que ce type d'épisode malheureux ne puisse plus se reproduire. On espère qu'il n'y aura plus de crise comme celles-là mais on ne sait jamais. Et même en dehors des crises je pense que cet égoïsme et ce repli sur soi qui a tendance malheureusement à se développer, certainement, c'est certain ne devrait pas se reproduire trop fort.

Merci.

URL source: <https://archive.premier.be/fr/Reponse-aux-questions-en-pleniere-sur-Sommet-europeen>